

Projet GÉO-INDUS : par une approche géographique, faire vivre sur Internet le paysage actuel de l'industrie française

1

Travaillant de longue date (2003) sur la diffusion numérique des savoirs sur Internet, il nous est apparu une carence dans les contenus du Web sur un sujet précis : la connaissance des sites industriels de nos territoires français. Cette lacune n'est pas seulement virtuelle, elle ne fait que refléter un manque de prise en considération du sujet *dans la vie réelle* – une sorte de trou noir patrimonial et cognitif. Quels sont nos sites industriels français (et nous insistons sur la notion géographique de *site*) ? Pour un site donné, quels ont été ses noms successifs, à quelles entreprises et/ou groupes a-t-il appartenu et appartient-il actuellement ? Quelles sont ses caractéristiques : nombres de personnes, type de fabrications ? Autant de questions auxquelles il peut être difficile d'avoir réponse.

Les causes de cet état de fait sont diverses, et corrélées. La désindustrialisation est passée par là, et avec elle un moindre intérêt pour l'industrie. Certaines usines sont devenues friches (certaines reconverties), ou musées – parfois sans rapport immédiat avec leur activité passée. Côté université, l'histoire industrielle n'est pas une matière en pointe – et encore moins la géographie industrielle : des historiens ou acteurs locaux (qu'il faudra mobiliser) ont maintenu une certaine connaissance – sans forcément la diffuser sur internet. Les entreprises elles-mêmes ont bien plus souvent sur leur site internet une vision *corporate*, et leurs sites industriels sont parfois difficiles à trouver sur leur site... internet ; ajoutons le fait que les rachats successifs ne facilitent pas la traçabilité et la transmission historiques de la connaissance – d'ailleurs les entreprises, si elles s'intéressent peu à leurs sites, s'intéressent encore moins à leur histoire, ou l'écrivent à leur manière (faire état des réductions successives d'activité et d'emploi sur un site donné n'est certainement pas gratifiant).

Ce constat posé, que faire ? Une action énergique portant sur la constitution d'une base des sites industriels des territoires, et sur la diffusion numérique (*i.e.* sur internet) de cette connaissance, est nécessaire. Par souci du savoir. Par souci d'image de l'industrie auprès de nos concitoyens – les récentes manifestations depuis novembre 2018, réclamant notamment une meilleure prise en compte du fait territorial, ainsi que de l'emploi industriel local, ne sont pas sans lien avec ce sujet, loin s'en faut. C'est aussi un moyen pour nos concitoyens de s'approprier leur tissu industriel que diffuser la connaissance et la description de ce tissu.

Quels acteurs sont susceptibles d'être mobilisés dans cette perspective d'intérêt général ? On pourrait penser à des administrations (ex. Direction générale des

entreprises, Bercy) – mais sans doute ont-elles d’autres préoccupations. Des partenaires d’entreprise comme La Fabrique de l’Industrie ont, eux, été contactés. Il est important de considérer dès le départ une certaine efficacité à notre action : la meilleure diffusion de la connaissance possible n’est pas sur un portail, fût-il en .gouv.fr, mais sur un des sites les plus regardés au monde, et le premier de loin pour la recherche documentaire : Wikipédia. Par essence-même, une connaissance inscrite sur Wikipédia a vocation à connaître une plus large audience que par tout autre moyen de diffusion ; ceci n’exclut pas que, parallèlement, la même connaissance, une fois constituée, soit diffusée sur un site public – d’une administration, d’un *think tank* (La Fabrique de l’Industrie), d’une Région, d’un Département.

Le *modus operandi* suivant peut être proposé :

- Coopération avec l’association Wikimedia France (déjà contactée) – notamment pour un « week-end contributif » comme il existe dans d’autres domaines (culture,...)
- Partenariat éventuel entre Wikimedia et des Régions ou Départements, par le biais d’un « wikipédien en résidence » (modalités de financement à trouver) : un contributeur Wikipédia confirmé est placé à mi-temps ou à temps plein auprès d’une collectivité, pour travailler sur le sujet des sites industriels du territoire concerné, et nourrir les pages Wikipédia correspondantes. Ce type de « résidence » fonctionne correctement avec des institutions culturelles [NB : le même dispositif peut être envisagé auprès d’une structure comme La Fabrique de l’Industrie].
- Le sujet devra être circonscrit : c’est en priorité l’industrie *encore vivante* qu’il s’agit de documenter – le projet est un projet de patrimoine¹ vivant.
- Des exemples de sites géographiques en nombre très limité sont donnés en annexe, et par commune.

Un comité de projet pourra être constitué, réunissant diverses entités intéressées (contactées à ce jour : Wikimedia France², La Fabrique de l’Industrie). Il aura en charge la définition et le suivi des étapes ; la définition d’une méthode (autant que faire se peut : harmonisation de la constitution de cette connaissance et de son inscription sur Wikipédia) ; la participation éditoriale à d’autres sites publics sur le sujet ; la recherche de financements. Des déclinaisons locales d’un tel comité pourront avoir lieu en province, en fonction des collectivités intéressées.



¹ Nous avons abandonné l’utilisation du terme patrimoine, hors cette occurrence : car si en effet pour nous le *patrimoine* est une chaîne historique qui va jusqu’au présent et donc peut être vivant, de nombreuses personnes entendent le terme patrimoine au passé, dans un sens de conservation muséale.

² En les personnes de son président Pierre-Yves Baudouin, de son administrateur Willie Robert, du coordinateur opérationnel Rémy Gerbet, qui suivra le projet pour l’association.

Projet GÉO-INDUS : annexe 1

Exemple 1 : commune d'Aimargues (Gard). Siège de la célèbre société de sous-vêtements Éminence, depuis 1944. Elle a certes connu des vicissitudes, des changements d'actionnaire. Mais nulle part sur [la page WP](#) de la commune il n'est mentionné le nom d'Éminence... Certes l'histoire de la société est bien développée sur [la page correspondante](#) : il suffirait dans ce cas de faire des copié-collés – agrémentés d'une photographie du bien connu bâtiment aimarguais. Mais aussi : combien de salariés sur le site ? évolution historique du nombre de salariés (à partir de la presse, etc.) ?



(ici photo Midi Libre, siège d'Aimargues, Gard)

*

Exemple 2 : commune d'Uzès (Gard). La page mentionne brièvement l'usine Ricqlès-Zan devenue Haribo dans la liste « [Entreprises et commerces](#) » :

- Ce site important, berceau de la réglisserie Zan, pourrait être mieux explicité (il est noyé dans la masse). Là aussi la [page Zan](#) est bien détaillée, mais pourrait être résumée sur la page géographique d'Uzès (d'ailleurs est-ce encore une usine, ou un musée du bonbon ?)
- La liste « Entreprises et commerces » est un peu une liste à la Prévert qui gagnerait à être hiérarchisée en fonction de l'importance des entreprises (nombre d'emplois, etc.)

*

Exemple 3 : commune de Firminy (Loire). Grand centre industriel et minier des années 1950. La page WP est peu parlante d'un point de vue industriel : l'industrie locale est dispatchée à la fois dans [l'histoire du 21^e s](#) (qui mêle histoire politique – compliquée dans cette ville – et histoire industrielle), et dans la rubrique [Économie](#) (hors

distribution) – dans cette dernière rubrique manque la principale usine historique, celle des aciéries Aubert et Duval....

- À propos de cette dernière, possibilité de mentionner un minimum d'histoire récente ; ex. fermeture de « l'aciérie » (au sens : forge de lingots chauds), soit 20 emplois sur 230, [L'Essor42](#) 2017.
- Id. pour cette dernière, reconstruire l'historique, avant que le site ne soit racheté par Aubert et Duval en 1999 (l'évolution du nom du site, etc.)

*

Exemple 4 : commune de Saint-Saulve (Loire). Mise tristement sous les feux de l'actualité par la fermeture en 2018 du site ex-Vallourec. Sur la [page de la commune](#), figure une relation (très brève) de cet épisode – sans historique ; mais surtout ne figure aucun développement sur les autres industries de la commune, simplement mentionnées sans détails.

*

Exemple 5 : changeons l'approche et partons d'une entreprise, visiblement dynamique, Carbone Savoie (attention ne pas confondre avec la plus connue Carbone Lorraine). Là aussi, une fois n'est pas coutume, l'entreprise semble donner quelques détails sur son histoire ([ici](#)), et sur l'histoire de ses sites (dans ce dernier cas, c'est assez rare de la part des entreprises). Cependant [la page de la commune](#) N.-D. de Briançon mentionne à peine l'entreprise (une photo, simplement). Tout ceci est pourtant bien détaillé dans [la page consacrée](#) à l'entreprise. Quant à l'usine de Vénissieux de cette société, elle n'est même pas mentionnée : certes Vénissieux près Lyon est un gros centre industriel (ce n'est pas comme à N.D. de Briançon où Carbone Savoie est sans doute la plus grosse entreprise) – mais notons qu'au passage [la page Vénissieux](#) est totalement déficiente du point de vue de notre objectif.

*

Exemple 6 : petite commune de Saint-Lin (Deux-Sèvres). Une entreprise très performante, matériel aéroportuaire, de longue date, Erma ([page entreprise](#)). Aucune trace [sur la page WP](#) de la commune.

Exemple 6bis : même groupe maintenant (groupe TLD), entreprise Tracma ([page entreprise](#)). Aucune trace sur [la page WP](#) de la commune de Montlouis-sur-Loire (Cher).

Exemple 7 : en travaillant sur un secteur, la métrologie et deux entreprises assez connues – l’aspect géographique est un peu spécial pour l’une, car il s’agit dans un cas d’une grande ville (Nantes) :

- Entreprise Trescal : [entreprise de pointe](#) : siège à Rungis, 29 sites et 800 salariés en France ([source](#)) ; dont une usine à Vendôme : rien sur la page WP Vendôme.
- Entreprise Eurofins : groupe de 35 000 personnes créé à Nantes en 1987. Possède [une fiche WP](#). Cependant, même sur la page détaillée « [Economie de Nantes](#) », aucune mention d’Eurofins.

Projet GÉO-INDUS : annexe 2 (exemple rectification Wikipédia)

Sous les feux de la rampe en mars 2019, la revente de l'entreprise ArjoWiggins (papeteries) ([presse](#)). Une des importantes usines : Bessé-sur Braye (Sarthe), usine datant de 1824, 568 p. ([source](#) entreprise).

Rien ou peu sur la page Wikipédia :

Économie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Ancienne société de filature et tissage de Bessé-sur-Braye, créée en 1840 : tissage mécanique de coton, teinture et apprêts ;
- papeteries de Bessé-sur-Braye.

Culture locale et patrimoine [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après modification AM (sommaire, pas très détaillée – manque l'historique entre 1824 et 2009, mais c'est un début pour la connaissance actuelle du site) :

Économie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Ancienne société de filature et tissage de Bessé-sur-Braye, créée en 1840 : tissage mécanique de coton, teinture et apprêts ;
- La papeterie de Bessé-sur-Braye date de 1824. Elle appartient aujourd'hui au groupe [ArjoWiggins](#) et emploie 568 personnes, avec 2 machines à papier (320 000 t/an)⁸.